



Ville de Lisle-sur-Tarn

Département du Tarn

Commune de LISLE-SUR-TARN

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

13 rue Coustourous

N°1942022

Le Maire,

VU la loi N° 82.213 du 2 Mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Route, et notamment les articles R 44 et R 225,

VU l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière, Livre I, Huitième partie « signalisation Temporaire » approuvée par arrêté interministériel du 15 Juillet 1974 et notamment les articles 128 et 133 de la dite instruction,

VU la déclaration préalable accordée,

Considérant que suite à la demande de l'entreprise ALBOBOIS demeurant à Gaillac afin de procéder aux travaux de toiture de l'immeuble situé 13 rue du Coustourous,

Il y a lieu de prendre les mesures de sécurité suivantes :

ARRETE

Article 1 : La circulation sera rétrécie rue du Coustourous au droit de l'immeuble du 21 novembre 2022 au 19 décembre 2022.

Un échafaudage sera installé au droit de l'immeuble et ne gênera en rien la collecte des ordures ménagères.

Article 2 : Des panneaux de signalisation correspondant aux normes en vigueur seront mis en place aux distances réglementaires et enlevés par l'entreprise ALBOBOIS.

Article 3 : L'entreprise ALBOBOIS demeurera seul responsable des nuisances et des dégâts qui pourraient être causés aux personnes ou aux biens pendant la durée de ce chantier. L'entreprise ALBOBOIS mettra en place toutes les mesures de sécurité nécessaires. L'entreprise ALBOBOIS informera les riverains.

Article 4 : La Gendarmerie et la Police Municipale de Lisle-sur-Tarn seront chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lisle-sur-Tarn, le 14 novembre 2022

Le Maire,

Maryline LHERM

Pour le Maire
l'adjoint délégué
Patrick GALIZAC



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui a été reçu en Préfecture le, publié le...*15.11.22*...et/ou notifié à l'intéressé(e) le *15.11.22*..., lui ayant été précisé que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de 2 mois à compter de cette notification.